

Une émission de radio courtoisie posait la question : “Balkanisation” ou “Libanisation” de la France ?

écrit par Jules Ferry | 22 janvier 2020



Les lignes qui suivent reprennent en partie une émission de Radio courtoisie. Il ne s'agit pas ici d'être d'accord sur tout avec les intervenants.

Simplement, les échanges ont au moins le mérite de faire surgir des questions que l'on n'entendra pas sur France Inter.

Alexandre Apreval recevait :

Antoine Assaf, philosophe, chroniqueur

Bertrand Sabouret, journaliste

Pierre Deforney, essayiste

Adrien Charvet, militant politique

Thème : « La balkanisation de la France ».

Au cours de la conversation, les intervenants expriment leur perception de la France actuelle, avec une question intéressante (et non résolue !) : peut-on parler de « *Balkanisation de la France* » ou de « *Libanisation de la France* » ?

On reste sur notre faim mais les deux personnages sont d'accord à la fin sur les mesures immédiates à prendre en France.

Adrien Charvet :

A mon sens, quand on évoque la Balkanisation, on pense essentiellement au conflit yougoslave, qui est finalement l'explosion d'un état multi-ethnique pour en revenir à l'état antérieur.

C'est-à-dire que les populations serbes, croates, bosniaques ont été rattachées par devers elles avec les conflits du XXème siècle mais historiquement, ce sont des populations qui sont sur leur sol et qui ont été fusionnées de force.

La Libanisation est plutôt l'apport de populations exogènes et le déséquilibre de différents peuples vivant sur le même sol, et ce parfois de manière extrêmement récente. Rappelons que l'explosion de la guerre au Liban est très largement déclenchée par les camps de réfugiés palestiniens, c'est-à-dire un apport de population extrêmement récent, dans un pays qui comptait divers peuples et religions. Donc à mon sens, on est plus en France dans un schéma de Libanisation que de Balkanisation puisque la Balkanisation correspondrait à une volonté sécessionniste des Basques, des Provençaux ou des Bretons, ce qui n'est pas le cœur du débat aujourd'hui. Je ne suis pas convaincu, et c'est une opinion très personnelle, qu'on assiste à une guerre d'une haute

intensité telle qu'on a pu le voir au Liban ou en Yougoslavie.

On en est arrivé aujourd'hui à un stade où l'on crée des outils pour qu'il soit impossible de prendre la température. On a même oublié ce qu'était un thermomètre. Je pense notamment à **la question économique** : l'économie est entièrement décorrélée de toute réalité concrète. On a un CAC 40 en roue libre, qui se fait une saignée tous les 10 ans pour redescendre en pression. Le CAC 40 n'a plus grande réalité avec l'économie réelle.

En termes de liberté d'expression, on arrive à une technicité qui permet de fermer des comptes Facebook qui ne disent pas ce que les gens ont envie d'entendre, interdire des articles, voire masquer des mots qui ne se soumettent pas à la Doxa. Malheureusement, je crains que d'ici 5 ans, l'âge d'or Internet soit terminé. La victoire des GAFAM, l'évolution extrêmement rapide que nous voyons avec le développement des réseaux sociaux qui par des systèmes d'algorithmes de plus en plus précis peuvent automatiquement fermer des comptes, effacer des propos ou des commentaires qui ont été postés plusieurs années en arrière, simplement parce qu'il s'y trouve un mot qui clignote.

Il y a de nombreux outils qui désamorcent, de façon extrêmement brutale d'un point de vue technique, toute capacité de regroupement. Rappelons que pour faire une guerre, il faut au moins être deux !

En face, il n'est pas certain qu'ils aient envie de faire la guerre d'une autre manière que simplement avec leur barbarie habituelle mais on n'est pas dans une logique d'extermination totale. Quant aux Français, si on faisait une étude, on arriverait facilement à 90% de pacifistes...

Alexandre Apreval :

-J'étais il y a une semaine au Kosovo à [Mitrovica](#), qui est une ville séparée par un fleuve avec d'un côté les Serbes, Chrétiens, de l'autre les Albanais musulmans, protégée par la CAFOR. Or, en me promenant là-bas, je me sentais plus en sécurité que dans certains lieux de Paris. Je ne parle pas de la Banlieue. Je dis bien Paris.

Donc contrairement à ce que vous dites, la guerre, certes de basse intensité, est déjà advenue : nous sommes déjà en conflit, simplement nous ne le savons pas.

Quand on a des attaques, des dizaines de fois par an, à coups de couteau, à coups d'armes à feu, d'égorgements, de violences, de viols, **on peut affirmer que nous sommes en conflit.**

Et c'est d'autant plus dramatique que nous avons 1) renoncé à nos outils économiques de puissance 2) et nous avons construit un système économique fondé sur la consommation, consommation payée par le déficit et la dette. Donc nous importons de l'immigration. Nous leur donnons de l'argent pour qu'ils aillent dépenser de l'argent au supermarché et pour enrichir Auchan et Carrefour.

.

Adrien Charvet :

-C'est pour cela, à mon sens, que la guerre de haute intensité n'arrivera pas : il y aura toujours derrière l'outil économique pour faire pression...

Alexandre Apreval :

-...sauf que les arbres ne poussent pas jusqu'au ciel et qu'à un moment, on a beau imprimer de l'argent, on se rendra compte qu'il ne vaut rien.

Ce qu'évoquait dans sa conférence **Pierre Brochant, ceux qui sont en première ligne,** les médecins, les infirmières, les

profs, les policiers même **n'en peuvent plus.**

[Voir article RR : Pierre Brochand, ancien directeur de la DGSE : vers une guerre de tous contre tous ?](#)

On a vu cette semaine les cadres d'un hôpital public menacer d'une démission commune. Ce sont des milliers de personnes. Quand l'état propose des primes de 10.000 € / an pour que des profs aillent s'installer en Seine Saint Denis et qu'après on nous parle de « problème social » ! **Tout le monde le sait : ce pays est en train de s'effondrer. La crise des Gilets jaunes en était un révélateur mais rien n'est réglé.**

Conclusion, Alexandre Apreval et Adrien Charvet :

Que faire ? Un « trait de plume » peut déjà faire beaucoup !

La solution est d'abord politique, en envoyant un signal fort : « Maintenant, ce n'est plus possible ! »

-message aux Africains : il faut cesser de dire aux Africains de venir en France devenir chauffeur Uber, qui est un travail de négrier. Cesser d'envoyer le message à ces populations consistant à dire qu'ici tout est possible. Cela éviterait aussi des drames humains, tels ces villages du Sénégal où tous les hommes sont partis en Europe. Ces hommes ont vu les chaînes françaises sur place, sur lesquelles on dit que le «vivre-ensemble» fonctionne...

-peines effectivement appliquées et exécutées

-travail = recrutements selon la préférence nationale (légal et simple)

-renvoi des clandestins (si on ne connaît pas le pays d'origine, la Guyane est grande...)

-sanctions contre les fonctionnaires corrompus (cf la distribution des papiers, des cartes grises...) **et contre les**

patrons qui embauchent des clandestins (fermeture administrative et application de la peine). Tout cela est déjà prévu par la Loi !

-renforcement des contrôles : les inspecteurs du travail en Ile de France devraient s'occuper du vrai travail au noir (clandestins dans les restaurants etc...) qui est un scandale à la fois pour les gens qui le subissent comme sur le plan économique. Il faut couper les robinets.



Source, à partir de la minute 58 :

<https://www.radiocourtoisie.fr/2020/01/18/libre-journal-de-l-a-jeunesse-du-18-janvier-2020-la-balkanisation-de-la-france/>